



PROMOTION POLITIQUE DES
FEMMES AU NIGER :
OBSTACLES ET STRATEGIES

Mot de la Représentante Résidente

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation non gouvernementale qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde.

Faisant appel à un réseau mondial d'experts volontaires, NDI accorde un appui pratique aux leaders politiques et dirigeants de la société civile qui travaillent à l'établissement de valeurs et institutions démocratiques dans leurs pays.

NDI est au Niger depuis 1990. Depuis 2001 NDI a oeuvré principalement en appui à l'Assemblée Nationale et aux députés. NDI a donc appuyer les députés et l'Assemblée à procéder notamment à 2 consultations majeures pour le pays soit : La décentralisation et la stratégie de la réduction de la pauvreté.

Avec ce Forum sur la promotion de la participation des femmes à la vie politique du Niger, NDI accompagne les Nigériens dans cette marche vers une démocratie inclusive.

Ce Forum réunit les protagonistes politiques, homme et femmes qui ont le pouvoir de d'influencer le cours des choses et de s'assurer qu'il y ait une augmentation significative de la représentation des femmes dans les postes électif que ce soit en voue des prochaines élections locales ou prochaines élections législatives.

Le Niger est un des rares pays à avoir adopté une loi sur les quotas qui prévoit qu'un minimum de 10 % des postes électifs doit être occupé par des femmes et qu'un minimum de 25% des postes nominatifs doit aussi être occupé par des femmes. Toutefois, pour toutes sortes de raisons même ce minimum n'est pas atteint.

Ce Forum financé par le Fonds du Gouvernement des États Unis pour la Démocratie réunit les acteurs qui pourront trouver réponses aux deux questions suivantes :

1. Quels sont les obstacles qui empêchent les femmes d'être élue dans les instances du Niger ?
2. Quelles sont les solutions que l'on peut mettre en place pour résorber ces obstacles et appuyer les femmes dans l'accession aux sphères décisionnelles du pays ?

En prélude au Forum, nous avons procédé à une compilation des divers obstacles et stratégies déjà identifier par plusieurs personnes que nous retrouvons dans divers documents.

L'objet de la présente brochure est de partager cette revue documentaire qui nous le souhaitons pourra nous aider à atteindre les objectifs suivant durant ce Forum qui se déroule le 2-3-4 juin 2003 à Niamey :

- Effectuer une inventaire des raisons principales- de l'avis des différents participants – qui expliquent le déficit de représentation des femmes, pour corriger la situation ;

- Dresser une liste exhaustive de stratégies pouvant être adoptées en vue de la résolution de ce problème ;
- Adopter un plan d'action commun aux acteurs présents ;
- Mettre en place un comité de suivi pour la mise en oeuvre du plan d'action.

Le Forum sera la plate forme pour des actions ultérieures de formation des femmes potentiellement candidates, candidates et élues dans la perspective des élections locales à venir, véritable tremplin pour une entrée des femmes sur la scène politique.

INTRODUCTION

La problématique de la participation de la femme à la vie politique au Niger n'est pas nouvelle et plusieurs organisations et structures tant étatiques que non gouvernementales s'y sont penchés.

Le NDI, en relançant ce débat, estime nécessaire de faire le point sur l'existant en la matière, notamment en consultant les différentes productions (rapports de séminaires/ateliers, communications, livres ...).

A cet effet, des différents documents consultés, cinq (5) ont été retenus de part la précision et la concision avec laquelle la question de la participation des femmes a été traité et aussi de manière à avoir une vision diversifiée des différentes structures s'y étant attelé :

- «Quelles stratégies pour une participation effective des femmes au processus de décentralisation et aux élections locales ? », mars 2002, atelier HCRA/D

- « Participation politique des femmes au Niger », mai 2002 ; REGECA/Niger
- Femmes et politique : expérience du Niger, février 2003, Foumakoye Nana Aicha (Parlementaire/ministre)
- Les femmes et la politique au Niger, mai 2000, Abdou Hamani (Universitaire), édition Démocratie 2000.
- Termes de référence, formation leadership féminin, novembre 2002, MDS-promotion de la femme et SNV/Niger.

Ainsi donc, l'objectif assignée à cette revue documentaire étant d'avoir une vision synthétique des obstacles/ contraintes pouvant expliquer l'état actuel de la participation des femmes aux instances décisionnelles, ainsi que des pistes de stratégies pouvant être mises œuvre, il sera procédé à un inventaire des obstacles communément relevées par les cinq documents retenus, en faisant ressortir au besoin ceux évoqués par un ou plusieurs de ces documents.

De la même manière, les stratégies qui se retrouvent dans tous ces documents seront répertoriées, en identifiant celles mises en évidence par un ou plusieurs de ces documents.

I - Obstacles/ contraintes à la participation politique des femmes au Niger recueillis à travers les documents analysés :

Il faut souligner que les documents, tout en faisant ressortir les mêmes types d'obstacles/contraintes, n'ont procédé ni à une classification identique, ni à une catégorisation uniforme.

Certains parlent d'obstacles politiques (Foumakoye) pendant que d'autres (REGECA) les citent en termes de faible représentation des femmes dans les instances dirigeantes des partis, faible représentation des femmes dans les compétitions électorales...

Nous allons adopter une démarche par domaine, plus globale, mais qui permet de retrouver tous les obstacles retenus par les différents documents consultés.

A - Obstacles politiques

- contraintes de calendriers : heure tardive des réunions, absences répétées hors du domicile en « dysharmonie » avec les charges familiales (Foumakoye), surcharge des travaux domestiques (HCRAD), tâches et responsabilités domestiques des femmes, manque de temps disponible (MDS-Promotion de la Femme/SNV) ;
- esprit compétitif et de confrontation qui sied plus à l'homme qu'à la femme, plus tolérante (Foumakoye), les femmes et les hommes considèrent la politique (et le secteur public) comme étant l'affaire des hommes et de ceci découle que les femmes n'ont pas appris à développer des capacités politiques (MDS-Promotion de la femme/SNV) ;
- manque de soutien du parti et égoïsme des hommes (Foumakoye), faible représentation des femmes dans les bureaux des partis, faible représentation des femmes dans les compétitions électorales (REGECA) ;
- manque de solidarité et de cohésion entre les

femmes (Foumakoye), reconnu et décrié par les femmes elles mêmes lors de rencontres avec les composantes féminines de 4 partis politiques (MNSD, PNDS, CDS, RDP) ;

- manque de formation politique des femmes (Foumakoye), absence de formation politique (HCRA/D), sous information sur le processus et les opportunités politiques existantes, sous information sur le comment du processus et les opportunités politiques qui peuvent être utilisées (MDS-Promotion de le Femme/SNV), inégal accès à l'éducation et à la formation (REGECA)

B – Obstacles socio - culturels

- pesanteurs socio – culturelles maintenant la femme dans une situation d'éternelle mineure (Foumakoye, HCRA/D), manque de soutien du mari ou de la famille (lié à l'image qu'on a des femmes, de ce que doit être « une bonne femme »), les normes et valeurs traditionnelles et religieuses et les interprétations, violences contre les femmes (MDS-Promotion de le Femme/SNV), persistance des pratiques discriminatoires et des violences (REGECA), mariages précoces (HCRA/D)
- fardeau des grossesses (Foumakoye),
- situation sanitaire précaire (Foumakoye), situation sanitaire difficile des femmes (Hamani), faible taux de couverture sanitaire (HCRA/D), inégal accès à la santé (REGECA)
- analphabétisme (Foumakoye, HCRA/D), taux d'analphabétisme élevé des femmes (Hamani), en 1999, le taux d'analphabétisme des adultes était de 92% pour les femmes/filles contre 77% pour les hommes/garçons (RNDH, 2000 et SRP

2002), niveau inférieur de l'éducation des femmes par rapport aux hommes (MDS-Promotion de le Femme/SNV) ;

- non application des textes (Foumakoye), non application effective de la politique visant à l'égalité de droits et devoirs entre les sexes ou la complémentarité (MDS-Promotion de le Femme/SNV) ;
- manque de confiance des femmes en elles mêmes (Foumakoye), les femmes manquent de confiance dans leurs propres capacités politiques (MDS-Promotion de le Femme/SNV) ;

C – obstacles socio – économiques

- faible pouvoir économique des femmes (Foumakoye, Hamani,
- bas revenus des femmes par rapport aux hommes
- faible indépendance économique (MDS-Promotion de le Femme/SNV),
- dépendance économique et financière (HCRA/D),
- extrême pauvreté des femmes (HCRA/D) ;
- insuffisance d'accès aux ressources productives (Foumakoye), inégal accès aux professions commerciales et artisanales, inégal accès aux emplois salariés, aux emplois publics, aux professions libérales (REGECA), masculinisation de l'emploi (Hamani).

D – Autres obstacles

En plus de ces obstacles sur lesquels tous les documents consultés s'accordent, certains mettent l'accent sur des obstacles non relevés par d'autres, mais non moins pertinents :

- faible présence (existence limitée et faible efficacité) des organisations féminines qui se chargent de la promotion de la participation politique des femmes qui apportent leur soutien aux femmes (MDS-Promotion de le Femme/SNV) ;
- absence de moyens et de compétences nécessaires des structures féminines des partis politiques pour constituer un groupe de pression pouvant impulser le changement au sein du parti (REGECA).

II – Quelques stratégies définies en rapport avec les obstacles identifiés

A ce niveau les documents consultés n'ont pas relevé des pistes de stratégies sectorielles, mais ont fait des propositions globales et transversales qui peuvent néanmoins se résumer comme ci dessous.

A – allègement des tâches domestiques et élaboration de calendriers de réunions politiques en adéquation avec les contraintes des femmes (atelier HCRA/D)

- Acteurs identifiés : Etat, collectivités, partenaires au développement, ONGs, Associations de développement, partis politiques

B- Formation/Education (atelier HCRA/D)

- alphabétisation
- scolarisation des jeunes filles
- éducation civique et politique des femmes
- renforcement des capacités des femmes (vie associative, gestion organisationnelle, etc.),

- vulgariser et propager la formation en leadership féminin (MDS/SNV)
- Acteurs identifiés : Etat, collectivités, partenaires au développement, ONGs, Associations de développement, associations religieuses de femmes, de défense des droits de l'Homme et de la femme, partis politiques

C - Sensibilisation/Information (atelier HCRA/D)

- Information/Education/Communication (IEC) sur les droits et devoirs en matière de religion
- Information/Education/Communication (IEC) sur la fonction sociale de la femme
- Information/Education/Communication (IEC) sur la nécessité des actes d'état civil
- Vulgarisation de tous textes relatifs à la formation de la femme
- Acteurs identifiés : Associations religieuses et féminines, médias publics et privés, (HCRAD)

**D – Promotion de l'autonomie financière de la femme
(atelier HCRA/D)**

- encouragement de l'accès à la terre
 - organisation des femmes en GIE
 - développement de la micro finance en faveur des femmes
 - encouragement à l'entrepreneuriat féminin
 - création de réseaux de soutien aux femmes candidates
 - prise en compte des préoccupations spécifiques aux femmes dans l'élaboration et l'exécution des budgets des collectivités, projets, ONG, Associations de Développement.
- Acteurs identifiés : Etat, collectivités, partenaires au développement, ONGs, projets et programmes.

E – Le choix du système électoral et le respect du système des quotas (Foumakoye)

- prévoir des dispositions favorables à la femme en tant qu'électrice et candidate
 - trouver un palliatif au système de liste ouverte qui ne favorise pas les femmes
 - l'élaboration de programmes définissant une politique claire en matière de promotion des femmes par les partis politiques
 - engagement ferme des partis politiques/ agir sur les comportements des dirigeants politiques (Hamani)
 - prendre des dispositions quant aux violations des dispositions relatives aux nominations telles que prévue par la loi sur les quotas
 - mettre en place une coalition de structures favorables à appuyer les femmes à accéder aux postes électifs et de responsabilité (REGECA)
- Acteurs identifiés : Etat, partis politiques, médias, syndicats

F – Le respect et l’application effective des conventions internationales et des lois et règlements de l’Etat en faveur de l’équité genre et contre les discriminations dont les femmes font l’objet (REGECA).

- Acteurs identifiés : Etat, partis politiques, médias, syndicats

G – Elimination des pratiques sociales sur l’infériorité des femmes (Hamani)

- élaboration de politiques sans ambiguïté, efficaces et réellement appliquées

- Acteurs identifiés : Etat, partis politiques, médias, syndicats

H – Promouvoir la santé de la mère et de l’enfant (Hamani)

- Acteurs identifiés : Etat, ONG, partenaires au développement

Conclusion

En matière de promotion politique de la femme au Niger, il est indéniable qu'en théorie tous les textes de Loi sont favorables à l'accès des femmes aux instances dirigeantes.

Des textes internationaux, aux textes nationaux, tous consacrent l'égalité des sexes et le principe de non discrimination notamment en raison de genre (Foumakoye).

Ces textes sont entre autres :

- la déclaration universelles des droits de l'Homme,
- le pacte relatif aux droits civils et politiques
- la convention sur l'élimination de toute formes de discrimination à l'égard de la femme,
- la charte africaine des droits de l'Homme
- la Constitution d'août 1999
- le code électoral du 4 septembre 1999
- la loi N°2000-006 du 7 juin 2000 et son décret d'application N°2001-056/PRN/MDS/P/PF/PE du 28 février 2001.

Il est incontestable que cette dernière traduit non seulement une grande avancée dans l'environnement juridique relativement à l'accès des femmes aux instances de décisions (Foumakoye), mais aussi qu'elle est le principal atout que les femmes et toutes les structures engagées dans la lutte pour l'intégration des femmes au sein des structures dirigeantes nominatives et électives doivent saisir.

Le système des quotas est certes une mesure provisoire, mais sa mise en application effective tant en ce qui concerne les élections que les nominations aux postes de décision, amorcerait la résolution sinon l'atténuation de la problématique de la quasi absence des femmes sur la scène politique, et donc dans les postes de décision de notre société.

Bibliographie

- REGECA/Niger, mai 2002 , « Participation politique des femmes au Niger »;
- MDS-promotion de la femme et SNV/Niger, novembre 2002, Termes de référence, formation leadership féminin, p. 19
- Foumakoye Nana Aicha, février 2003, Femmes et politiques : expérience du Niger, p. 12
- HCRA/D, atelier mars 2002 « Quelles stratégies pour une participation effective des femmes au processus de décentralisation et aux élections locales ? »
- Abdou Hamani , mai 2000, « Les femmes et la politique au Niger », édition Démocratie 2000, p.227.